



Huttenheim, le 2 décembre 2019

Monsieur le Premier Ministre
Hôtel de Matignon
52 rue de Varenne
75007 Paris

Objet : Appel au Gouvernement pour consolider et pérenniser le siège du Parlement européen à Strasbourg

Monsieur le Premier Ministre,

L'Initiative citoyenne alsacienne (ICA) est un think tank, qui regroupe un certain nombre de personnalités représentatives du monde politique, économique et culturel. Elle s'est fixé notamment pour objectif de faire émerger des demandes citoyennes, de travailler à un projet politique global pour l'Alsace, de contribuer au débat politique en Alsace, de promouvoir les principes de subsidiarité et d'union dans la diversité, l'idée européenne et le fédéralisme.

Les membres de l'association s'engagent pour la réforme des institutions françaises en faveur d'une véritable démocratie régionale et l'émergence d'une identité française ouverte et plurielle. Cette évolution concernant aussi bien l'Alsace, que les autres régions de France. Leur régionalisme, n'est pas un ethnisme, mais un « démocratismes ».

Monsieur le Premier Ministre, l'ICA a l'honneur de vous faire parvenir un appel en faveur de la consolidation et de la pérennisation du siège du Parlement européen à Strasbourg. De notre point de vue, Strasbourg souffre d'un certain nombre de faiblesses qui ne peuvent qu'alimenter le désintérêt pour Strasbourg qu'affichent nombre de Parlementaires européens, notamment Allemands depuis peu.

Pour consolider et pérenniser le siège du Parlement européen à Strasbourg, il devient urgent que le gouvernement, que vous présidez, prenne un certain nombre de mesures, notamment celles que nous préconisons dans notre appel, parce qu'elles s'attaquent aux trois grandes faiblesses que présentent Strasbourg : l'image monolingue de la ville, un siège sans son secrétariat avec le coût de la transhumance mensuelle de Luxembourg à Strasbourg que cela génère et l'absence de liaison LGV de Bruxelles à Strasbourg.

Veillez agréer, Monsieur le Premier Ministre, l'expression de notre haute considération.

Pierre Klein, président de l'Initiative citoyenne alsacienne (ICA)